



Plus de bio, plus de diversité

Urs Brändli, Président de Bio Suisse
Balz Strasser, Directeur de Bio Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

((Urs Brändli commence))

Mesdames et Messieurs,

Je suis d'abord très heureux que vous ayez pu nous rejoindre si nombreux – même si cela se fait de manière virtuelle. Comme David Herrmann l'a dit au début, notre planification initiale pour cet événement était tout autre. Dans cette vitrine très importante à nos yeux, je voulais évoquer à quel point l'année 2020 était fatidique, au sens de mise en jeu du destin, pour les paysans suisses. Je pensais dans ce cadre aux votations sur les initiatives «Eau propre» et «Suisse sans pesticides» qui nous attendent. Ces thèmes politiques ont toutefois été reportés à plus tard dans l'agenda en raison de la pandémie de coronavirus – reportés mais pas annulés.

Jamais je n'aurais imaginé l'importance qui serait accordée à l'agriculture suisse en 2020. Ces dernières semaines, les paysannes et les paysans ont veillé, avec le personnel soignant, les vendeuses et vendeurs des magasins, les transporteurs-trices, les policier-ère-s et les membres de l'armée, à ce que les besoins de base de notre population soient satisfaits en dépit des circonstances.

La situation d'urgence a aussi apporté lumière et ombre aux entreprises agricoles. Les magasins à la ferme ont pu accueillir de nombreux nouveaux clientes et clients et parviennent à peine à suivre avec leur production pour réapprovisionner les rayons. Les jardinerie bio et les producteurs qui vendent leurs produits sur les marchés hebdomadaires ont quant à eux dû rapidement trouver de nouvelles possibilités d'atteindre leurs clients ou sont restés avec leurs marchandises sur les bras.

Dans le commerce de détail, les ventes de produits bio ont connu de fortes progressions allant jusqu'à 30 % grâce à l'essor de l'ensemble de la branche. Saisonnalité, proximité et produits bio semblent guider les consommatrices et les consommateurs lors de leurs achats en cette période. Cela nous réjouit et confirme le bien-fondé de notre engagement en faveur d'une agriculture biologique et d'une alimentation humaine durable en Suisse. Nous mettrons tout en œuvre pour pouvoir continuer d'honorer la confiance que nous ressentons actuellement. Nous voulons ainsi nous assurer que les consommatrices et les consommateurs choisiront le Bourgeon aussi dans les années à venir.

L'année passée, ils y sont déjà allés de bon cœur en tous les cas. Les chiffres que Balz Strasser va vous présenter en sont la preuve.

((Balz Strasser continue))

Merci Urs. Je vous souhaite aussi la bienvenue et vous remercie d'être présents. 2019 a été une bonne année pour Bio Suisse. Quatre chiffres me permettent de l'illustrer.

5,6 pourcents: Telle est la croissance du marché bio l'année dernière. En comparaison, l'ensemble du marché des denrées alimentaires a progressé de 0,5 pourcent seulement.



3,23 milliards: C'est le chiffre d'affaires réalisé par le commerce avec les denrées alimentaires bio. 2/3 ont été obtenus avec les produits frais comme les œufs, les légumes ou le pain.

10,3 pourcents: Ce chiffre correspond à la part de marché atteinte grâce à ces ventes. Et pour la première fois, la part de marché est plus grande en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.

377 CHF par habitant: C'est le montant dépensé en moyenne par les suissesses et les suisses l'année passée pour des aliments bio.

Le marché bio se porte donc bien. Et du point de vue de la Fédération Bio Suisse, nous avons toutes les raisons de nous réjouir.

Les paysannes et les paysans bio sont la base de cette croissance: 300 nouvelles entreprises agricoles, dont 84 en Suisse romande, ont entamé leur reconversion au début de l'année. Ce sont ainsi 7300 fermes qui travaillent maintenant selon notre Cahier des charges. Ensemble, elles cultivent une surface de la taille du canton de Zurich.

Si nous regardons nos objectifs stratégiques 2025, nous sommes sur la bonne voie. Nous souhaitons que, jusqu'en 2025, un quart des entreprises agricoles suisses soient bio et nous voulons atteindre une part de marché de 15 %. Bien que toujours ambitieux, ces objectifs sont atteignables.

Des évolutions positives de tous les côtés, Mesdames et Messieurs. Mais malgré tout, l'année 2019 aura aussi été une année pleine de défis. Dans certains secteurs, la production a progressé plus fortement que la consommation. Le secteur du lait et en partie aussi celui de la viande ont ainsi connu une surproduction.

Bien que la pandémie de coronavirus permette une poussée de croissance momentanée, un goulet se profile par exemple au niveau du lait.

Les acteurs du marché du lait bio ont analysé la situation et ont décidé d'annuler les listes d'attente pour les nouvelles fermes Bourgeon à partir du 1^{er} juin.

Même si nous pensons que l'une ou l'autre consommatrice, qui choisit en ce moment plus souvent des produits Bourgeon, fera aussi ce choix à l'avenir, nous voulons continuer de stimuler la demande.

À cet effet, nous développons certaines mesures existantes et nous intensifions le suivi du marché. Voici trois exemples:

Premier exemple: Nous renforçons le marketing aussi grâce à de l'argent des producteurs. Nous organisons des promotions et des dégustations dans les magasins pour que les consommatrices et les consommateurs puissent découvrir par eux-mêmes comme le bio est bon.

Deuxième exemple: Nous nous retrouvons régulièrement avec tous les acteurs d'une branche. Le marché du lait est exemplaire à ce niveau. Tous les acteurs essaient, par des discussions partenariales et des actions solidaires, de maintenir l'offre et la demande en équilibre.

Troisième exemple: Nous informons nos productrices et nos producteurs de manière transparente sur les évolutions des différents marchés. Nous leur montrons où se trouvent des cultures de niche intéressantes avec du potentiel de croissance. C'est actuellement le cas pour les baies, autrement dit les petits fruits.



Toutes ces mesures montrent assez rapidement un bon effet.

Et, Mesdames et Messieurs, nous misons également sur des mesures à plus long terme qui doivent nous permettre d'atteindre nos objectifs stratégiques.

Nous voulons entrer dans l'assortiment de la restauration à l'emporter, des kiosques et des shops des stations-service.

Nous voulons aussi entrer dans la restauration, et plus particulièrement dans la restauration collective.

Cela nécessite aussi des actions déterminées de la politique. Il faut une offensive bio pour la restauration publique. Pour que l'agriculture et l'alimentation soient durables, la seule participation de l'agriculture n'est pas suffisante. Le canton de Berne l'a constaté. Pour assurer à l'agriculture bernoise une part plus grande du marché bio à moyen terme, il y a lancé, en regardant vers l'horizon 2025, une offensive bio qui suit de nouveaux axes et définit de nouvelles mesures.

Ce n'est qu'une fois que tout le monde s'y mettra que le bio deviendra la norme.
Je me demande quand sinon maintenant.

Il me semble que c'est le bon moment, merci beaucoup.

((Urs Brändli continue))

Merci Balz. Si la crise du coronavirus nous a apporté quelque chose de positif, c'est du temps pour réfléchir. C'est avec intérêt que je suis la discussion sociétale sur la question: «Une fois que tout cela sera derrière nous, est-ce que nous voulons continuer comme avant?»

Ma réponse est claire: Non!

Le Conseil fédéral a dit lors de sa conférence de presse du 13 mars: «La protection de la population est la chose la plus importante». Il parlait naturellement de la pandémie actuelle. Mais pour moi, cette protection doit continuer au-delà de la pandémie, aussi bien au niveau de la durée que du contenu. Il s'agit de la protection à long terme de l'existence et du bien-être de notre société. Et c'est là que l'agriculture entre de nouveau en jeu.

La pollution des sols et des eaux par des pesticides reviendra sur le devant de la scène. La votation sur les deux initiatives «Eau propre» et «Suisse sans pesticides de synthèse» aura lieu l'année prochaine. Les personnes qui, en la matière, accusent uniquement l'agriculture ont une vue limitée. Il faut de toute urgence décider une réduction contraignante des risques. Seules des solutions concrètes peuvent permettre à la population de reprendre confiance.

Le développement de la Politique agricole s'est également enlisé, mais nous devons rapidement nous repencher sur le sujet. Un taux d'autoapprovisionnement élevé est important pour notre pays, cette crise nous l'a montré. Mais seules les denrées alimentaires qui ont été produites sans intrants importés, c.-à-d. p. ex. sans concentrés ou engrais de synthèse, offrent une véritable sécurité. Il faut donc une production adaptée aux conditions locales. Pour le bien-être de l'homme, de l'animal et de l'environnement.



Bio Suisse demande donc clairement à notre Parlement d'entrer en matière sur la consultation de la PA22+!

Le message du Conseil fédéral sur la PA22+ comporte peut-être du potentiel d'amélioration et de clarification pour certains points. Il est maintenant du ressort du Parlement de procéder à des modifications là où il les juge nécessaire. Ce n'est pas le message qui est décisif pour les paysannes et les paysans mais bien les adaptations légales qui seront définies par nos parlementaires.

Les personnes qui se soucient à long terme du bien-être et de la santé de notre population prennent durablement soin des ressources.

Cela est tout à fait dans l'esprit d'une des idées fondamentales de l'agriculture biologique: «Je veux léguer à la prochaine génération des sols plus fertiles que ceux que j'ai obtenus lors de ma reprise de la ferme.» Nos petits-enfants et arrière-petits-enfants doivent pouvoir vivre aussi bien que nous aujourd'hui.

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, Bio Suisse continue et continuera de s'engager pour une agriculture globalement durable.

Je vous remercie de votre attention.